

ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Carrière SAS SEMATEC à NEGREPELISSE

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,

- VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1 et L.514-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2006, modifié par l'arrêté préfectoral du 16 avril 2013, autorisant la SAS SEMATEC, domicilié au 950 route de Corbarieu – 82000 MONTAUBAN, à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de NEGREPELISSE aux lieux-dits « Chemin Long » et « Lavergne » ;
- VU le rapport de la visite du 19 décembre 2013 de l'inspection des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013233-0004 du 21 août 2013 portant délégation de signature à Mme Maria-Dolorès MARTINEZ-POMMIER, secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne
- CONSIDÉRANT que la SAS SEMATEC exploite la carrière de Nègrepelisse sans se conformer aux textes qui lui sont applicables ;
- CONSIDÉRANT que la SAS SEMATEC ne respecte pas l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;
- CONSIDÉRANT que la SAS SEMATEC ne respecte pas les dispositions des articles 9, 20 et 25 (§25.2) de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2006 modifié portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées, et les articles 5, 13 et 18.2.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de remédier aux dangers et aux inconvénients que présentent cette carrière dans les conditions d'exploitation actuelles pour l'environnement ;
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 -

La SAS SEMATEC, domiciliée 950 route de Corbarieu – 82000 MONTAUBAN, est mise en demeure de respecter, pour le site de la carrière située aux lieux-dits « Chemin Long » et « Lavergne » sur la commune de NEGREPELISSE, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2006 modifié portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

ARTICLE 2 -

Les mises en conformité doivent être effectives au plus tard dans un délai de trois mois et portent sur les points énumérés ci-dessous :

- le bornage du périmètre autorisé doit être repris, et les bornes doivent rester visibles et en bon état, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ;
- l'accès aux terrains faisant l'objet des travaux d'exploitation (décapage, extraction, remblaiement...) doit être interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ;
- les eaux de ruissellement doivent être canalisées et traitées avant rejet vers le milieu naturel ;
- les eaux de procédé des installations de traitement doivent être intégralement recyclées et le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

ARTICLE 3 -

L'exploitant doit adresser à Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne, au plus tard dans un délai de quatre mois, tous les documents et éléments d'appréciation attestant la réalisation effective des mises en conformité visées à l'article 2.

ARTICLE 4 -

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement (consignation de somme, travaux d'office, suspension de l'activité) indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 5 -

Cet arrêté est applicable à compter de sa notification.

ARTICLE 6 - Délais et voies de recours

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 7 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise :

- au Chef de l'Unité Territoriale 82/46 de la DREAL Midi-Pyrénées,
- au maire de la commune de NÈGREPÉLISSE,
- à la SAS SEMATEC - 950 route de Corbarieu - 82000 MONTAUBAN.

À Montauban, le 31 JAN, 2014

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Maria-Dolores
MARTINEZ-RODRIGUEZ